



Conseil économique et social

Distr. limitée
13 avril 2011
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingtième session

Vienne, 11-15 avril 2011

Point 5 de l'ordre du jour

**Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine
de la prévention du crime et de la justice pénale**

États-Unis d'Amérique, Guatemala et Israël: projet de résolution révisé

Promouvoir une coopération accrue dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,

Constatant que la criminalité transnationale organisée s'est diversifiée à l'échelle mondiale et représente une menace pour la santé et la sécurité, la sûreté, la bonne gouvernance et le développement durable des États Membres,

Soulignant que tous les États ont une responsabilité partagée pour ce qui est d'adopter des mesures visant à lutter contre la menace que représente la criminalité transnationale organisée, y compris à travers la coopération internationale et en collaboration avec des organismes compétents, tels que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

Rappelant la résolution 65/232 de l'Assemblée générale du 21 décembre 2010, intitulée "Renforcement du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique", dans laquelle l'Assemblée notait avec une profonde inquiétude les effets néfastes que la criminalité transnationale organisée, y compris le trafic et la traite d'êtres humains et le trafic de stupéfiants et d'armes légères et de petit calibre, avait sur le développement, la paix et la sécurité et les droits de l'homme, ainsi que la vulnérabilité croissante des États à cet égard,



Soulignant la nécessité d'une application universelle de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée¹, de ses Protocoles² et de la Convention des Nations Unies contre la corruption³, ainsi que d'une coopération accrue entre les États Membres et les entités du secteur privé pour lutter contre la criminalité transnationale organisée, comme il ressort de divers rapports de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

Rappelant la Déclaration de Salvador adoptée lors du douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale⁴, dans laquelle les États Membres disaient, notamment, avoir conscience du risque croissant que faisait courir la convergence de la criminalité transnationale organisée et des réseaux illicites, dont bon nombre étaient nouveaux ou en pleine évolution,

Consciente de la nécessité croissante d'un partage efficace de l'information à l'échelle internationale, d'une coopération fructueuse en matière de détection et de répression et d'une entraide judiciaire effective, conformément aux engagements internationaux,

Profondément préoccupée par la capacité des groupes criminels organisés transnationaux de favoriser la corruption de fonctionnaires et d'infiltrer les secteurs d'activités légitimes,

Rappelant sa résolution 19/1 intitulée "Renforcement des partenariats public-privé pour lutter contre la criminalité sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations", et consciente de l'importance du rôle que doit jouer le secteur privé, conformément au droit et règlements nationaux, dans l'appui aux mesures de lutte contre la criminalité transnationale organisée,

Rappelant également sa résolution 19/2 intitulée "Renforcer la collecte, l'analyse et la communication de données comparables sur la criminalité", dans laquelle, notamment, elle priait l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, agissant en consultation avec les États Membres, de renforcer la collecte, l'analyse et la communication de données exactes, fiables et comparables sur les tendances et schémas de la criminalité dans le monde, et invitait les États Membres à redoubler d'efforts pour revoir et améliorer les outils de collecte de données afin d'acquérir une meilleure connaissance de ces tendances et schémas,

Prenant note avec satisfaction de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la criminalité transnationale organisée et de la cérémonie spéciale des traités, tenues à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ainsi que du débat de haut niveau tenu lors de la cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et se félicitant de la résolution 5/1 de la Conférence intitulée "Assurer la bonne application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant",

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

² Ibid., vol. 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

³ Ibid., vol. 2349, n° 42146.

⁴ A/CONF.213/18, chap. I, résolution 1.

Reconnaissant la nécessité d'une coopération internationale accrue et de mesures efficaces de la part des États Membres pour limiter la mobilité des délinquants, en particulier leur aptitude à franchir les frontières internationales,

Tenant compte de la Déclaration du Millénaire⁵, dont l'un des objectifs est d'intensifier la lutte contre la criminalité transnationale dans toutes ses dimensions,

Consciente de l'importance des mesures visant à faire connaître au public la menace que représente la criminalité transnationale organisée et les effets de cette criminalité sur les collectivités, les entreprises et les institutions politiques, et du rôle essentiel que doivent jouer les médias professionnels et les journalistes pour mieux sensibiliser le public à cet égard, et notant également les risques exceptionnels auxquels de nombreux journalistes sont exposés dans l'exercice de leur fonction lorsqu'ils font rapport sur la criminalité, y compris les actes violents de représailles de la part des délinquants,

1. *Demande* de nouveau aux États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant⁶ ou d'y adhérer, et engage les États Parties à appliquer pleinement ces traités;

2. *Se félicite* de la résolution 5/5 de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dans laquelle la Conférence a décidé de créer un groupe de travail pour étudier les options concernant la mise en place d'un ou de mécanismes pour aider la Conférence à examiner l'application de la Convention et de ses protocoles, et prie instamment les États Membres de continuer à travailler en étroite coopération à cet égard;

3. *Demande* à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer de fournir une assistance technique, à la demande, pour faciliter la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, y compris au secrétariat de la Conférence des Parties à ladite Convention et de son Groupe de travail provisoire d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur l'assistance technique;

4. *Invite* les États Membres, sur la base du principe de la responsabilité partagée, ainsi que les organisations compétentes, à fournir à titre volontaire des ressources supplémentaires pour appuyer cette assistance, notamment à travers le renforcement et la promotion des ressources humaines par le biais de formations spécialisées ainsi que de matériels et moyens techniques pertinents;

5. *Note* que les mécanismes de financement de l'assistance technique prévus au paragraphe 2 c) de l'article 30 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et au paragraphe 2 c) de l'article 62 de la Convention des Nations Unies contre la corruption⁷ ont été établis, et invite les États Membres à verser des contributions volontaires à ces mécanismes;

⁵ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

⁷ Ibid., vol. 2349, n° 42146.

6. *Demande* à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer d'apporter un appui à la Conférence et à ses groupes de travail, dont le Groupe de travail sur la traite des personnes et le Groupe de travail sur le trafic de migrants, dans le cadre de leurs travaux relatifs à l'application du Protocole sur la traite des personnes et du Protocole sur le trafic de migrants;

7. *Demande également* à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, agissant en consultation avec les États Membres et les organisations régionales et internationales compétentes, de continuer à réaliser des analyses mondiales des menaces et modalités liées à la criminalité transnationale organisée, d'étudier les nouvelles formes et dimensions de cette criminalité et d'analyser les problèmes nouveaux et émergents, afin d'aider à définir des orientations générales fondées sur des données factuelles;

8. *Se félicite* des efforts déployés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir la coopération et un échange d'informations efficace entre les secteurs public et privé en vue de prévenir et de combattre la criminalité transnationale organisée, et prie instamment les États Membres, le cas échéant, de mettre en commun leurs données d'expérience sur les pratiques efficaces dans ce domaine;

9. *Engage* les États Membres à prendre des mesures efficaces pour mieux sensibiliser le public à l'existence, aux causes et à la gravité de la criminalité transnationale organisée et à la menace qu'elle représente, notamment, le cas échéant, en diffusant des informations par l'intermédiaire des médias, conformément au paragraphe 5 de l'article 31 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et à appuyer les efforts de ceux qui font rapport sur la criminalité organisée, dont les représentants des médias et les journalistes, y compris, le cas échéant et dans les limites de leurs cadres juridiques internes, par des mesures visant à prévenir les représailles de la part de la criminalité organisée;

10. *Invite* les États Membres à envisager, dans le cadre de leur législation interne et de leurs obligations internationales, d'adopter les mesures qu'ils jugent appropriées pour limiter les déplacements internationaux des membres de groupes criminels organisés et à coopérer étroitement les uns avec les autres en échangeant les meilleures pratiques à cet égard.